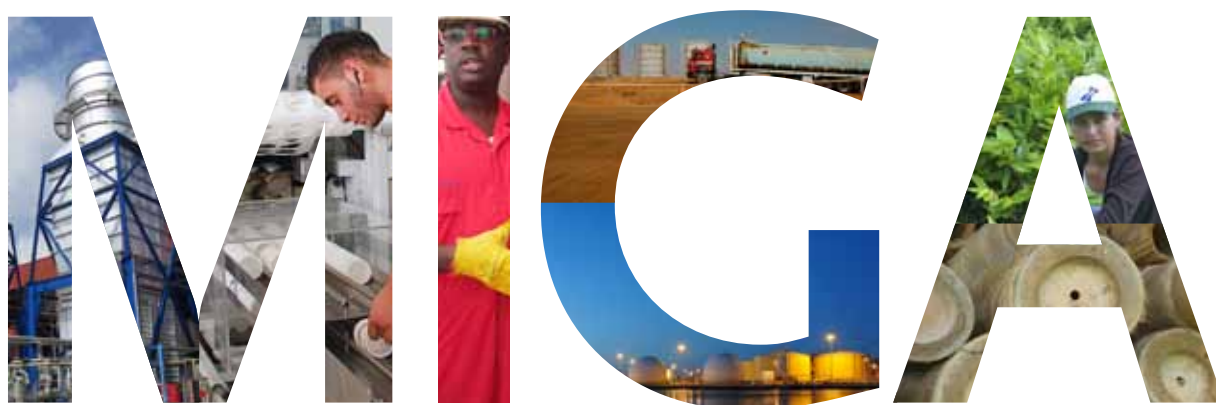


RAPPORT ANNUEL 2013



ASSURER LES INVESTISSEMENTS ■ GARANTIR LES OPPORTUNITÉS

En bref

L'EXERCICE 13

PENDANT L'EXERCICE 13, NOUS AVONS ÉMIS UN MONTANT TOTAL DE 2,8 MILLIARDS DE DOLLARS DE GARANTIES POUR DES PROJETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DE LA MIGA. À CELA SE SONT AJOUTÉS 3,5 MILLIONS DE DOLLARS D'ÉMISSIONS AU TITRE DES FONDS FIDUCIAIRES ADMINISTRÉS PAR LA MIGA. CET EXERCICE MARQUE LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE D'ÉMISSIONS RECORDS PAR LA MIGA, 82 % DES NOUVELLES GARANTIES ÉMISES S'INSCRIVANT DANS L'UN AU MOINS DES DOMAINES D'ACTION STRATÉGIQUE PRIORITAIRE DE L'AGENCE. À LA FIN DE L'EXERCICE, LA MIGA TOTALISAIT UN MONTANT D'ENGAGEMENTS BRUTS DE 10,8 MILLIARDS DE DOLLARS, MAINTENANT UNE COURBE DE CROISSANCE ININTERROMPUE DEPUIS SIX ANS.

IL CONVIENT DE NOTER EN PARTICULIER QUE DURANT L'EXERCICE CONCERNÉ, LES INVESTISSEMENTS SOUTENUS PAR LA MIGA ONT REÇU UN NOMBRE SANS PRÉCÉDENT DE DISTINCTIONS POUR LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS IMPORTANTES ET INNOVANTES.

L'AGENCE A ÉGALEMENT OBTENU L'APPROBATION DE NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR ÉTENDRE AUX ENTREPRISES D'ÉTAT LA COUVERTURE OFFERTE EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS FINANCIÈRES.

LA MIGA N'A VERSÉ AUCUNE INDEMNISATION DURANT CET EXERCICE.

GARANTIES ÉMISES	2009	2010	2011	2012	2013	Total Ex. 90-13
Nombre de projets soutenus	26	19	38	50	30 ¹	727
Nouveaux projets ²	20	16	35	38	26	-
Projets soutenus précédemment ³	6	3	3	12	4	-
Nombre de garanties émises	30	28	50	66	47	1 143
Montant total des nouvelles émissions (en milliards de dollars) ⁴	1,4	1,5	2,1	2,7	2,8	30,0
Engagements bruts (en milliards de dollars) ⁴	7,3	7,7	9,1	10,3	10,8	-
Engagements nets (moins réassurance) (en milliards de dollars) ⁵	4,0	4,3	5,2	6,3	6,4	-

1. Deux autres projets ont bénéficié de l'appui du Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza administré par la MIGA
2. Projets bénéficiant de l'appui de la MIGA pour la première fois au cours de l'exercice 13 (y compris les extensions)
3. Projets soutenus par la MIGA au cours de l'exercice 13 et des exercices précédents
4. Comprend les montants mobilisés par l'intermédiaire du Programme coopératif de garanties
5. Les engagements bruts correspondent aux plafonds d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts diminués des opérations de réassurance

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

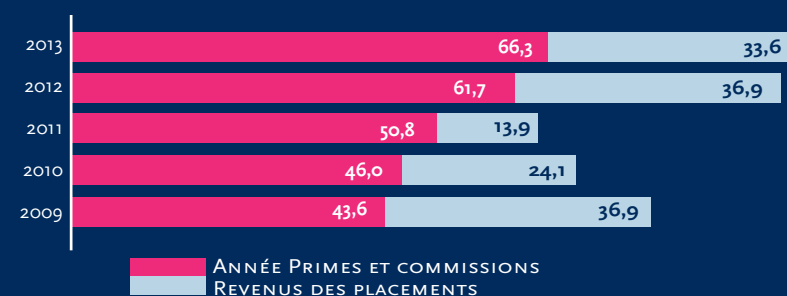
Au cours de l'exercice 13, la MIGA a fourni une couverture pour des projets dans les domaines suivants :

	Nombre de projets	Pourcentage des projets (%)	Montant des garanties émises (USD M)	Pourcentage du montant total des projets (%)
Domaines prioritaires¹				
Pays éligibles au financement de l'IDA ²	21	70	2 047,3	74
Investissements Sud-Sud ^{3,4}	7	23	357,0	12
Pays touchés par un conflit	7	23	1 150,3	41
Projets complexes ⁵	11	37	1 924,4	69
Région				
Asie et Pacifique	4	13	492,3	18
Europe et Asie centrale	6	20	537,1	19
Amérique latine et Caraïbes	3	10	67,1	3
Moyen-Orient et Afrique du Nord ⁶	3	10	172,9	6
Afrique subsaharienne	14	46	1 511,6	54
Secteur				
Agro-industrie, industries manufacturières et services ⁶	14	47	385,0	14
Finances	5	17	471,6	17
Infrastructure	9	30	1 272,3	46
Pétrole, gaz et industries minières	2	6	652,1	23
Total	30		2 780,7	

1. Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires
2. Pays les plus pauvres du monde
3. Investissements réalisés entre pays en développement membres de la MIGA (catégorie II)
4. Ces chiffres représentent les projets impliquant au moins un investisseur d'un pays en développement.
5. Projets complexes portant sur les infrastructures, les industries extractives et la structure financière
6. Le Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza administré par la MIGA a aussi permis de garantir deux projets d'un montant total de 3,5 millions de dollars

Le résultat d'exploitation de la MIGA s'est établi à 19,1 millions de dollars au cours de l'exercice concerné, contre 17,8 millions de dollars en 2012.

PRIMES ACQUISES, COMMISSIONS ET REVENUS DES PLACEMENTS* (EN MILLIONS DE DOLLARS)





LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EST UNE SOURCE IMPORTANTE DE FINANCEMENT ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT DANS LE MONDE. LES INSTITUTIONS QUI LUI SONT AFFILIÉES TRAVAILLENT EN COLLABORATION ET MÈNENT DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES POUR ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS COMMUNS DE METTRE FIN À L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET PROMOUVOIR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE. LE GROUPE DE LA BANQUE CONTRIBUE AU PARTAGE DU SAVOIR ET FINANCE DES PROJETS DANS DE NOMBREUX DOMAINES — AGRICULTURE, COMMERCE, FINANCE, SANTÉ, LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ, ÉDUCATION, INFRASTRUCTURE, GOUVERNANCE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, ETC.— QUI PROFITENT AUX POPULATIONS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Au cours de l'exercice 13, le montant total des engagements du Groupe de la Banque mondiale s'est établi à 52,6 milliards de dollars.

La Banque mondiale, qui comprend l'IDA et la BIRD, a accordé 31,5 milliards de dollars de prêts et de dons à ses pays membres, dont 16,3 milliards de dollars d'engagements de l'IDA dans les pays les plus pauvres du monde.

L'IFC a engagé 18,3 milliards de dollars et mobilisé 6,5 milliards de dollars supplémentaires pour le développement du secteur privé dans les pays en développement, dont près de la moitié du total dans des pays admis à emprunter à l'IDA.

La MIGA a émis 2,8 milliards de dollars de garanties à l'appui d'investissements dans le monde en développement, dont près des trois quarts dans des pays admis à emprunter à l'IDA. Elle a accueilli deux nouveaux membres durant l'exercice 13 : Sao Tomé-et-Principe et les Comores.

COLLABORATION AU SEIN DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Les projets et programmes conjoints des institutions du Groupe de la Banque visent à promouvoir le développement durable via l'expansion des marchés financiers, l'émission de garanties pour les investisseurs et les organismes de crédit, et la fourniture de services-conseil pour créer des conditions plus favorables à l'investissement dans les pays en développement. Ensemble, la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA financent ou aident à financer des projets d'une manière plus innovante et plus adaptée à leurs besoins. Un certain nombre de ces projets sont décrits dans le présent rapport.

LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE COMPREND CINQ INSTITUTIONS ÉTROITEMENT ASSOCIÉES :

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.

L' Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts ou des crédits sans intérêt et des dons aux pays les plus pauvres de la planète.

La Société financière internationale (IFC), qui finance des prêts, des fonds propres et offre des services-conseil pour stimuler l'investissement privé dans les pays en développement.

L' Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui assure les investissements contre les risques politiques en offrant des garanties contre les pertes associées aux risques non commerciaux afin de promouvoir l'investissement étranger direct (IED) dans les pays en développement.

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

LES DIRIGEANTS APPORTENT LEUR ÉCLAIRAGE

MESSAGE DE JIM YONG KIM, PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

NOUS NOUS TROUVONS À UN MOMENT PROMETTEUR DE L'HISTOIRE. LES SUCCÈS DES DERNIÈRES DÉCENNIES ET LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES FAVORABLES OFFRENT AUJOURD'HUI AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT UNE OCCASION SANS PRÉCÉDENT : LA POSSIBILITÉ DE METTRE FIN À L'EXTRÊME PAUVRETÉ EN L'ESPACE D'UNE GÉNÉRATION. IL NE FAUT PAS LAISSER PASSER CETTE CHANCE.



Au début de l'année, le Groupe de la Banque mondiale a fixé, pour lui-même et ses partenaires de la communauté du développement, deux objectifs précis et mesurables : éliminer l'extrême pauvreté en réduisant à 3 % d'ici 2030 la proportion de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour ; promouvoir une prospérité partagée en augmentant les revenus des 40 % les plus pauvres de la population de chaque pays en développement.

Ces objectifs sont ambitieux, et leur réalisation est loin d'être assurée. Près de cinq ans après le début de la crise financière mondiale en 2008, la reprise économique reste fragile. Les pays développés se débattent avec des taux de chômage élevés et une croissance économique atone, tandis que l'activité économique des pays en développement progresse à un rythme plus lent qu'avant la crise. En outre, plus nous approcherons de notre objectif, plus il sera ardu de réduire davantage la pauvreté, car les personnes qui ne parviennent pas à y échapper seront plus difficiles à atteindre.

La lutte contre la pauvreté pourrait être compliquée par de nouvelles menaces. Les conflits et l'instabilité politique constituent des risques majeurs dans la mesure où ils aggravent la pauvreté et créent des obstacles durables au développement. Par ailleurs, le réchauffement climatique pourrait

accélérer le rythme des sécheresses, accroître la superficie des zones touchées et augmenter la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes — avec des coûts imprévisibles en termes de vies humaines et de ressources financières.

Je reste néanmoins optimiste et convaincu que ces objectifs sont à notre portée. Leur réalisation exigera une collaboration systématique et sans relâche entre le Groupe de la Banque mondiale, ses 188 pays membres et d'autres partenaires.

Nous avons observé, en particulier dans le contexte actuel, que les États ne peuvent dépendre uniquement de l'aide au développement pour remplir leurs engagements vis-à-vis des citoyens. Le secteur privé a un immense rôle à jouer, qu'il intervienne seul ou en collaboration avec les gouvernements par le biais de partenariats public-privé. À cet égard, la MIGA joue un rôle de poids en stimulant les investissements étrangers directs à la base de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vie des populations dans les zones qui en ont le plus besoin.

Cette année, la MIGA a émis le montant record de 2,8 milliards de dollars de garanties pour assurer les investissements contre le risque politique dans divers secteurs et régions. Au total, 74 % ont financé les pays les plus pauvres

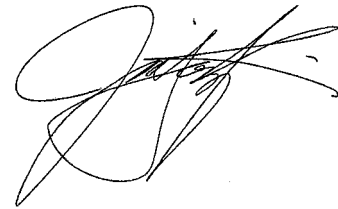
admis à emprunter à l'IDA, tandis que 54 % ont financé le développement du secteur privé en Afrique subsaharienne et 41 % des projets porteurs de transformations profondes dans les États fragiles ou touchés par un conflit. Le présent Rapport annuel illustre bien l'impact considérable des financements de la MIGA sur le développement et sa capacité d'établir des partenariats efficaces, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Groupe de la Banque mondiale.

Durant l'exercice écoulé, plusieurs projets de la MIGA ont mis en lumière le renforcement de la collaboration du Groupe de la Banque mondiale pour atteindre nos objectifs. Le résultat de cette collaboration indique comment nous pouvons ensemble tirer parti de notre savoir-faire et de nos ressources immenses pour aider les pays et d'autres partenaires à trouver des solutions novatrices et intégrées aux problèmes que pose le développement.

La contribution de la MIGA aux projets porteurs de transformations en Côte d'Ivoire en est un exemple appréciable. Conjointement avec l'IFC et l'IDA, l'Agence a contribué à financer cette année la centrale thermique d'Azito qui permet d'augmenter les capacités énergétiques du pays. La MIGA et l'IDA ont permis le financement de la construction et l'exploitation d'un projet de production de gaz et de pétrole en mer, qui contribuera à réduire la facture énergétique du pays et à restreindre l'utilisation des réserves de devises pour financer l'importation d'énergie. À ces projets porteurs de transformations vient s'ajouter le pont à péage Henri Konan Bédié à Abidjan — le premier projet de partenariat public-privé jamais lancé depuis la fin de la guerre civile en 2011 — et soutenu par la MIGA l'année dernière. Le seul appui de la MIGA à ces investissements a

favorisé la mobilisation de plus de deux milliards de dollars d'investissements étrangers directs, ce qui représente un montant considérable pour ce pays qui se relève d'un conflit.

Les performances obtenues par la MIGA cette année nous ont largement aidé à nous rapprocher de nos objectifs de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030 et de promouvoir une prospérité partagée. Je tiens à remercier en particulier Izumi Kobayashi dont le mandat à la tête de la MIGA s'est achevé récemment. Sous sa direction empreinte d'innovations et d'efforts inlassables, et grâce au professionnalisme et à l'engagement des responsables et du personnel de la MIGA, l'Agence a pu obtenir des résultats extraordinaires. Je me réjouis à la perspective de travailler avec Keiko Honda, qui succède à Izumi, pour maintenir durant les années à venir l'élan fort pris par la MIGA.



Jim Yong Kim
Président du Groupe de la Banque mondiale
30 juin 2013

MIGA

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

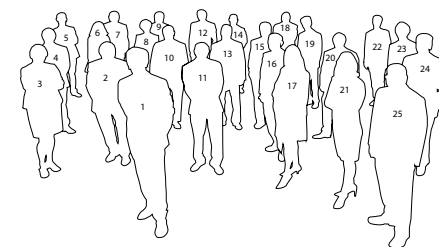
LES PROGRAMMES ET LES ACTIVITÉS DE LA MIGA SONT GUIDÉS PAR UN CONSEIL DES GOUVERNEURS ET UN CONSEIL D'ADMINISTRATION REPRÉSENTANT LES 179 PAYS MEMBRES DE L'AGENCE. CHAQUE PAYS NOMME UN GOUVERNEUR ET UN GOUVERNEUR SUPPLÉANT. LE CONSEIL DES GOUVERNEURS EST INVESTI DE TOUS LES POUVOIRS DE LA MIGA, MAIS IL EN DÉLÈGUE LA MAJEURE PARTIE À UN CONSEIL DE 25 ADMINISTRATEURS.

Le droit de vote est pondéré en fonction de la participation au capital du pays ou du groupe de pays que chaque Administrateur représente. Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires à leur sujet, et superviser la politique générale d'administration de l'Agence.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des comités permanents suivants :

- Comité d'audit
- Comité du budget
- Comité pour l'efficacité du développement
- Comité de la gouvernance et des questions administratives
- Comité des ressources humaines.

Ces comités aident le Conseil à s'acquitter de sa mission de supervision en procédant à des examens approfondis des politiques et procédures suivies.



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MIGA AU 30 JUIN 2013

- 1 : Merza Hasan ; 2 : Agapito Mendes Dias ; 3 : Satu Santala ; 4 : Roberto B. Tan ; 5 : John Whitehead ; 6 : Marie-Lucie Morin ; 7 : Shaolin Yang ; 8 : Gwen Hines ; 9 : Vadim Grishin ; 10 : Mukesh N. Prasad ; 11 : Mansur Muhtar ; 12 : Piero Cipollone ; 13 : Omar Bougara ; 14 : Ibrahim M. Alturki (alternate) ; 15 : Gino Alzetta ; 16 : Hideaki Suzuki ; 17 : Ingrid-Gabriela Hoven ; 18 : Denny H. Kalyalya ; 19 : César Guido Forcieri ; 20 : Juan José Bravo ; 21 : Sara Aviel (alternate) ; 22 : Hervé de Villeroché ; 23 : Frank Heemskerck ; 24 : Jörg Frieden ; 25 : Sundaran Annamalai

MESSAGE D'IZUMI KOBAYASHI, VICE-PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE DE LA MIGA, 2008-2013

ON VOIT À CERTAINS SIGNES QUE L'ÉCONOMIE MONDIALE SE TROUVE À UN TOURNANT DÉCISIF — LES RISQUES RÉELS DONT NOUS AVONS ÉTÉ TÉMOINS CES DERNIÈRES ANNÉES S'AMENUISENT, ET LA SITUATION EST MOINS VOLATILE. SI LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ ONT ENCORE ENREGISTRÉ UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MODESTE DE L'ORDRE DE 1,2 % EN 2013, LES PRÉVISIONS ANNONCENT 5,1 % DE CROISSANCE DANS LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT.



Cette croissance relative des pays en développement continue d'attirer de plus en plus les investisseurs étrangers. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous voyons une augmentation de la demande de nos produits de gestion des risques, alors que les investisseurs cherchent à faire des profits dans des milieux plus difficiles. Et c'est dans ce contexte que la MIGA a célébré son 25^e anniversaire cette année avec d'autres excellents résultats à son actif : 2,8 milliards de dollars de nouvelles garanties émises.

L'objectif de la MIGA de promouvoir l'investissement étranger direct dans les pays en développement a gagné en pertinence dans le cadre de la mission globale du groupe de la Banque mondiale de mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Nous reconnaissons que le secteur privé a un rôle important à jouer dans l'aide au développement. L'enjeu pour nous est de veiller à faciliter les bons investissements qui créent de la valeur pour le secteur privé et qui s'inscrivent dans la durée, de manière à produire des effets positifs à long terme sur le développement des pays hôtes. Le présent rapport met en relief les résultats positifs que nous avons obtenus durant l'exercice 13 — aussi bien en ce qui concerne les nouveaux engagements que l'impact sur le développement des projets existants qui améliorent les conditions de vie des populations dans le monde entier.

Je retiens les efforts que nous déployons sans cesse pour promouvoir le développement des entreprises, notamment l'intensification de notre action en Afrique subsaharienne et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, dont les pays cherchent d'autres moyens d'attirer les financements et les investisseurs privés. L'expansion de nos activités en Asie et notre présence en Europe ont contribué à une autre année de résultats positifs. Nous avons maintenu le cap sur nos domaines d'action stratégique prioritaire : soutenir l'investissement dans les pays les plus pauvres du monde servis par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale, dans les pays fragiles et touchés par un conflit, dans des projets complexes, et l'investissement Sud-Sud. Plus de trois quarts des projets soutenus par la MIGA portaient au moins sur un domaine d'action prioritaire, ce qui représente 82 % des nouveaux engagements.

Nos activités sont restées très diversifiées durant l'exercice 13. Au plan régional, les projets de la MIGA en Afrique subsaharienne constituaient la plus grosse portion des nouveaux engagements, à savoir 54 % du total, ce qui représente plus du double du niveau atteint l'année précédente (24 %) et plus de quatre fois les résultats de l'exercice 11 (12 %). Au plan sectoriel, l'agence a continué à diversifier ses activités, les projets complexes dans les

infrastructures et les industries extractives représentant 69 % du volume des nouveaux engagements, contre 60 % pour l'exercice 12. Nos résultats impressionnants s'expliquent par le caractère transformationnel de beaucoup de ces projets, qui contribuent à apporter de l'électricité, des services de transport et des technologies plus efficaces aux pays en développement membres de la MIGA, et qui sont particulièrement importants pour les économies fragiles et touchées par un conflit qui ont le plus besoin d'investissements.

L'impact des projets que nous soutenons illustre une fois de plus la contribution importante que le secteur privé peut apporter à la réduction de la pauvreté en mobilisant des capitaux privés pour des secteurs qui ont un impact considérable sur le développement — infrastructure, agro-industrie, fabrication, etc. En s'engageant à mobiliser ces investissements dont les pays ont tant besoin, le secteur privé accompagne les efforts déployés par les pays hôtes pour renforcer la base d'une activité économique plus productive, qui crée des emplois et génère de la croissance. Ces investissements participent donc au développement économique et social des populations environnantes.

Nous avons également multiplié les contacts avec nos anciens et nouveaux partenaires externes, pour échanger nos connaissances sur les pratiques d'usage et sur les solutions optimales pour le développement. Cette campagne d'ouverture incluait des activités comme des conférences sur la gestion du risque politique, des rencontres de cadres supérieurs et des visites de projets que nous soutenons — dont un voyage que j'ai effectué en Iraq et dans les Territoires palestiniens, deux zones fragiles et en situation de conflit. Nous avons également participé à la toute première mission du Groupe de la Banque mondiale à Myanmar et, ensemble, nous espérons contribuer à réduire la pauvreté et stimuler la croissance par le développement des infrastructures énergétiques et d'autres réformes.

Durant l'exercice 13, nous avons davantage consolidé notre partenariat avec les institutions qui composent le Groupe de la Banque mondiale, en travaillant sur les moyens de resserrer notre collaboration dans nos domaines d'action prioritaire. Tout particulièrement, le service commun IFC-MIGA pour la recherche d'opportunités et les partenariats a gagné en maturité pour devenir un puissant dispositif qui contribue

à encourager la création d'activités conjointes et le partage de connaissances tout en offrant des solutions optimales à nos clients.

Au plan interne, nous avons continué à renforcer nos systèmes informatiques pour anticiper les besoins et simplifier nos procédures de manière à gagner en flexibilité et à tenir davantage compte des besoins de nos clients. Nous n'avons cessé d'accorder une place importante à la constitution d'un noyau de cadres divers et compétents. C'est ainsi que notre excellent Programme de jeunes cadres de la MIGA a accueilli quatre nouvelles recrues durant l'exercice 13.

Me voici arrivée au terme de mon mandat à l'Agence. Je remercie les Gouverneurs, le Conseil d'administration et les autres partenaires, sans oublier nos clients, pour l'encadrement et l'appui qu'ils fournissent pour faire avancer le travail de cette importante institution. Je quitte la MIGA, convaincue qu'elle est bien placée pour remplir sa mission de promotion des investissements qui stimulent la croissance et améliorent les conditions de vie des populations. Je tiens à remercier le président Jim Yong Kim pour la maîtrise avec laquelle il dirige le groupe de la Banque mondiale. Surtout, j'exprime ma sincère gratitude à l'équipe dirigeante et au personnel de la MIGA pour le professionnalisme et le dévouement dont ils ont fait preuve tout au long de mon mandat, afin de remplir la mission de l'Agence dans les pays que nous servons. Ce fut un privilège de travailler avec vous.

Izumi Kobayashi

Izumi Kobayashi
30 juin 2013

MESSAGE DE KEIKO HONDA, VICE-PRÉSIDENTE EXÉCUTIVE DE LA MIGA

J'AI LE PLAISIR DE VOUS PRÉSENTER LE RAPPORT ANNUEL 2013 DE LA MIGA, QUI MET EN RELIEF LES EXCELLENTS RÉSULTATS OBTENUS PAR L'AGENCE DURANT L'EXERCICE 13.

Le moment ne pouvait être mieux choisi pour rejoindre le Groupe de la Banque mondiale et participer à la noble cause d'élimination de l'extrême pauvreté et de promotion d'une prospérité partagée.

Nous sommes résolus à travailler avec nos clients et nos partenaires d'aide au développement pour offrir des solutions qui nous aideront à réaliser ces objectifs. Les instruments de gestion des risques de la MIGA peuvent contribuer grandement à mobiliser les financements nécessaires pour exécuter des projets d'infrastructure porteurs de transformations, bâtir des entreprises créatrices d'emplois, et faciliter l'accès aux financements.

Je me réjouis à la perspective de travailler avec notre Conseil, nos partenaires et notre personnel dans ce but, et c'est pour moi un honneur de participer à cette importante mission.



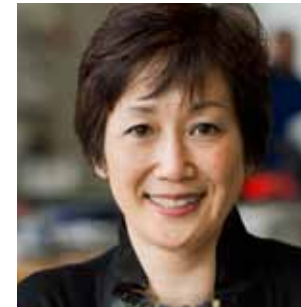
Keiko Honda
15 juillet 2013



MIGA

L'ÉQUIPE DE DIRECTION

IZUMI KOBAYASHI
Vice-présidente exécutive



MICHEL WORMSER
Vice-président et
Directeur général



ANA-MITA BETANCOURT
Directrice et Conseillère
juridique, Affaires juridiques
et indemnisations



KEVIN W. LU
Directeur régional,
Asie-Pacifique



EDITH P. QUINTRELL
Directrice, Opérations



LAKSHMI SHYAM-SUNDER
Directeur et Directeur
financier, Finance et
gestion des risques



RAVI VISH
Économiste en chef et
Directeur, Économie et
développement durable



MARCUS S. D. WILLIAMS
Conseiller, Stratégie
et opérations



L'impact sur le développement



L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE DONNE DES SIGNES D'UNE LENTE REPRISE, QUI SE MANIFESTENT PAR LA FAIBLESSE DES TAUX D'INTÉRÊT, L'AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS MONDIALES, L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES, L'ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE DU COMMERCE MONDIAL ET L'ACCROISSEMENT DE LA DEMANDE INTÉRIEURE.

Dans ses perspectives pour l'économie mondiale, la Banque mondiale prédit une croissance mondiale relativement faible de 2,2 % en 2013. Celle-ci va progressivement remonter à 3 et 3,3 % en 2014 et 2015 respectivement. Surtout, selon la Banque, l'économie mondiale fait une transition vers ce qui pourrait être une période plus calme et moins volatile.

ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT

Dans cet environnement mondial qui demeure quelque peu fragile, on estime que l'investissement étranger direct (IED) en direction des pays en développement a reculé de 4,5 % en 2012, pour atteindre 670 milliards de dollars. Un rebond est escompté en 2013, les prévisions tablant sur 719 milliards de dollars. Les pays en développement continuent de recevoir une part substantielle des IED mondiaux (45 % en 2012).

Il est intéressant de noter que les flux d'IED en provenance de pays en développement ont atteint un nouveau record en 2012 — estimé à 238 milliards de dollars — poursuivant ainsi l'évolution à la hausse de ces dernières années. Selon les prévisions, ils s'établiraient à 275 milliards de dollars en 2013. Environ un quart de ces IED sont destinés à d'autres pays en développement (investissement « Sud-Sud »). Les investissements Sud-Sud représentent désormais une plus grande source de nouveaux IED que les investissements traditionnels, les investisseurs d'Europe et des États-Unis ayant été les plus affectés par le récent ralentissement de l'activité économique et la crise dans la zone euro.

Les risques importants qui pesaient sur les pays à revenu élevé ont certes diminué, mais des menaces baissières plus modestes subsistent, alors que ces économies continuent à se redresser. On s'attend à une faible accélération de la croissance dans les années à venir. Entretemps, pendant que le monde développé se relève progressivement, les pays en développement restent les principaux moteurs de la croissance mondiale — bien que leur expansion se fasse plus lentement que l'année dernière.

Concernant la confiance des investisseurs, la croissance relative dans les pays en développement continue de rendre ces derniers de plus en plus attrayants pour les investisseurs étrangers. Selon une enquête menée en 2012 par *Economist Intelligence Unit* à la demande de la MIGA pour le compte de notre rapport intitulé *World Investment and Political Risk*, les investisseurs restent optimistes quant à leurs perspectives dans les pays en développement. En fait, plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête comptaient accroître leurs investissements dans ces pays à court terme.

QUEL RÔLE POUR LA MIGA ?

L'assurance contre les risques non commerciaux offerte par la MIGA dans les pays en développement est extrêmement importante pour de nombreux investisseurs et prêteurs qui accèdent à ces marchés. Dans de nombreux cas, les garanties de la MIGA leur permettent de vaincre les hésitations qui pourraient affecter leur décision de poursuivre un investissement, particulièrement dans des pays jugés à haut risque. En effet, la présence des garanties de la MIGA peut souvent être l'élément déterminant dans une décision de poursuivre ou d'abandonner certains investissements. De plus en plus, les garanties de la MIGA sont également utilisées comme un outil d'amélioration de la note de crédit qui aide les clients à mobiliser des financements à de meilleures conditions et à des échéances plus longues.

La MIGA encourage l'investissement étranger direct dans les pays en développement pour contribuer à notre mission qui consiste à soutenir la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. En collaboration avec nos collègues du Groupe de la Banque mondiale, nous travaillons avec les investisseurs pour structurer les projets de manière à ce qu'ils profitent à toutes les parties y compris aux populations locales. La collaboration de la MIGA avec la Banque mondiale et la Société financière internationale (IFI) a donné des résultats positifs dans plusieurs projets à fort impact sur le développement comme le barrage hydroélectrique de Bujagali entré en service cette année en Ouganda et l'expansion de la centrale thermique d'Azito en Côte d'Ivoire (voir encadré 1). D'une manière plus générale, la collaboration de la MIGA avec les autres institutions qui composent le Groupe de la Banque mondiale permet à l'Agence de soutenir tout investissement en adéquation avec la stratégie du Groupe pour le pays hôte. Notre capacité à exploiter les compétences du Groupe en matière de normes environnementales et sociales ajoute souvent une valeur substantielle à nos clients et accroît considérablement l'impact des investissements que nous assurons sur le développement.

Cette année, la MIGA célèbre son 25^e anniversaire. Cet événement marquant est l'occasion idéale de réfléchir sur ce que nous avons réalisé jusqu'à présent et sur les possibilités qui s'offrent à nous pour les 25 prochaines années. Depuis la création de l'Agence, nous avons émis 30 milliards de dollars de garanties pour des projets dans une grande variété de secteurs, partout dans le monde. À l'avenir, nous continuerons à nous employer à assurer des projets dans lesquels nous avons le plus d'impact, particulièrement ceux qui cadrent avec nos priorités stratégiques détaillées ci-dessous.

PÔLE D'INTÉRÊT STRATÉGIQUE

Quatre priorités stratégiques guident l'action de la MIGA. Ces priorités ont été établies en tenant compte de la mission du Groupe de la Banque mondiale de mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée, des besoins de développement des pays membres de la MIGA et de la

nécessité pour l'Agence de se concentrer sur son avantage comparatif et suppléer les autres assureurs.

La plus grande priorité de la MIGA consiste à encourager l'IED dans les pays les plus pauvres du monde — 74 % du volume de garanties ont été consacrés à cette catégorie durant l'exercice 13. À titre d'exemple, on peut citer l'appui de la MIGA à la production d'électricité en Ouganda et au Bangladesh, une bambouseraie commerciale au Nicaragua (voir encadré 2), des services d'inspection douanière à Madagascar et au Niger, et plusieurs investissements agroindustriels en Zambie.

Les pays fragiles et touchés par un conflit constituent une autre priorité stratégique de la MIGA, et l'intérêt que nous leur portons montre bien le rôle central que joue l'Agence dans les efforts de reconstruction, en particulier au cours de la période cruciale de transition vers la stabilité qui suit des années de conflit. Cet intérêt met également en relief la capacité de la MIGA à garantir des projets susceptibles de ne pas être couverts par les autres assureurs. Trois projets porteurs de transformations en Côte d'Ivoire — présentés plus bas dans le présent rapport — montrent à quel point la MIGA est prête à stimuler l'investissement privé très rapidement après un conflit. Cette année également, notre appui à des projets de fabrication en Cisjordanie et à Gaza témoigne de l'engagement de l'Agence dans ce domaine prioritaire. Les projets exécutés dans les pays et territoires fragiles et touchés par un conflit ont représenté 41 % du volume des opérations de la MIGA cette année.

Durant l'exercice 13, le Conseil d'administration a autorisé la MIGA à créer un mécanisme d'aide aux économies fragiles et touchées par un conflit afin de renforcer davantage l'action de l'Agence dans ce domaine prioritaire. En plus des garanties de la MIGA, ce mécanisme utilisera les contributions et les garanties des bailleurs de fonds comme une couverture initiale contre les pertes pour assurer les projets d'investissement dans des contextes difficiles. Le mécanisme a été lancé en juin, en partenariat avec les Gouvernements canadien et suédois, qui ont fait des promesses de financement. Les discussions progressent avec d'autres donateurs potentiels.

Les projets complexes sont un autre domaine prioritaire dans lequel nous avons un avantage concurrentiel particulier. Durant l'exercice 13, en plus de l'émission de garanties pour la production de pétrole, de gaz et d'électricité en Côte d'Ivoire, la MIGA a soutenu un projet de production d'électricité en Angola. Ces projets complexes sont souvent porteurs de transformations profondes pour les pays et associent de plus en plus différentes institutions du Groupe de la Banque mondiale. Ici, les garanties de la MIGA peuvent compléter des financements de l'IFI et des instruments de prêt et de garantie de la Banque mondiale pour mettre la gamme complète de produits du Groupe à contribution en vue de la réalisation de ces projets. L'appui de la MIGA à des projets complexes a représenté 69 % du volume des engagements de 2013.

Une autre priorité stratégique de la MIGA est de continuer à favoriser les investissements Sud-Sud qui deviennent



ENCADRÉ 1 MOBILISATION DE L'INVESTISSEMENT EN CÔTE D'IVOIRE

La nation ouest-africaine de Côte d'Ivoire entend rebâtir son infrastructure et rétablir sa réputation de locomotive de l'économie régionale. La MIGA joue un rôle essentiel dans la mobilisation d'investissements privés massifs nécessaires pour aider la Côte d'Ivoire à réaliser ses objectifs ambitieux. Au total, les garanties de la MIGA à trois vastes projets d'infrastructures porteurs de transformations mobilisent plus de deux milliards de dollars d'investissements étrangers directs.

Durant l'exercice 12, la MIGA a fourni au pays des garanties pour la construction du pont à péage Henri Konan Bédié. Pour la Côte d'Ivoire, cela constituait une avancée importante dans la mesure où ce partenariat public-privé avait été mis en veilleuse pendant plus de 15 ans en raison de la guerre civile qu'avait connue le pays. La construction du pont progresse rapidement et l'inauguration est prévue pour décembre 2014. Chaque élément du pont, notamment les colonnes en béton armé de 100 tonnes, est réalisé en Côte d'Ivoire — le chantier de construction fonctionne par ailleurs à l'image d'une usine qui pourra employer 800 travailleurs à sa période de pointe.

Au cours de l'exercice 13, la MIGA a émis des garanties pour deux investissements qui aideront la Côte d'Ivoire à satisfaire sa demande croissante d'énergie. Les autorités ont pour objectif d'accroître la production d'électricité d'environ 80 % au cours des six prochaines années. Malgré le conflit récent, le secteur énergétique de la Côte d'Ivoire présente des performances inégalées dans la région et exporte déjà de l'électricité vers plusieurs pays voisins. La centrale thermique d'Azito mise en service en 2000 fournit à l'entreprise publique d'électricité plus d'un tiers de l'électricité dont elle dispose. Productrice indépendante, la centrale d'Azito a continué à fournir de l'électricité tout au long de la période de crise, les employés montant parfois la garde à l'usine 24 heures sur 24.

Grâce à un financement de la Société financière internationale et à une garantie de la MIGA d'un montant de 116 millions de dollars couvrant les fonds propres de l'entreprise Globeleq, la société a posé la première pierre d'un projet de conversion de son actuelle centrale à cycle simple en centrale à cycle combiné, ce pour augmenter sa capacité totale de 290 à environ 430 mégawatts. Cela signifie que l'entreprise sera en mesure d'accroître considérablement sa production sans pour autant utiliser de gaz supplémentaire.

En remontant la chaîne de l'offre d'électricité, la MIGA soutient également les installations de production de gaz en mer, qui alimentent directement en gaz naturel sec les centrales électriques de Côte d'Ivoire, y compris Azito. La plateforme de production de pétrole et de gaz de Foxtrot International dans le Golfe de Guinée a une capacité de production journalière de 110 à 120 millions de pieds cubes de gaz naturel, soit plus de la moitié de la production nationale. Foxtrot exploite présentement six puits de gaz ; les nouveaux investissements appuyés par la MIGA permettront de forer sept nouveaux puits d'ici à la fin de 2014. La société érigera une nouvelle plateforme sur son champ de production de gaz Marlin qui devrait entrer en activité en 2015. Ce projet bénéficie en outre d'une garantie partielle des risques de l'IDA d'un montant de 60 millions de dollars garantissant les paiements au titre d'un accord de fourniture et d'achat de gaz signé entre l'État et les investisseurs.

Au total, ces nouveaux investissements de plus de deux milliards de dollars permettront de continuer à fournir de l'électricité, transporter les populations plus rapidement vers leurs lieux de travail et leurs écoles, créer des emplois et, potentiellement, favoriser de multiples retombées à travers des programmes de développement communautaire.

une source de plus en plus importante d'IED : durant cet exercice, 13 % de nos engagements représentaient des IED en provenance et à destination d'un pays en développement. On peut citer comme exemples d'investissements Sud-Sud garantis par la MIGA la fabrication de produits finis en Libye et un projet de production d'électricité au Kenya.

Pris ensemble, les projets exécutés dans les domaines prioritaires de la MIGA ont représenté 82 % du volume des nouvelles opérations en 2013.

Au plan régional, la MIGA s'est concentrée sur l'Afrique subsaharienne et sur la région Moyen-Orient et Afrique du Nord durant l'exercice 13.

L'Afrique subsaharienne est une grande priorité du Groupe de la Banque mondiale et les garanties de la MIGA y jouent un rôle très important de mobilisation d'investissements étrangers directs qui contribuent au développement de la région. L'Agence fait une grande place à la résorption du déficit énergétique et infrastructurel exacerbé par des financements publics limités. Selon des estimations de la Banque mondiale, l'Afrique doit dépenser 38 milliards de dollars chaque année pour combler son déficit d'infrastructures. En favorisant l'accès aux capitaux privés et en utilisant des dispositifs innovants comme les partenariats public-privé, la MIGA contribue à l'investissement direct dans des projets qui affectent de larges parts de la population du continent. La région subsaharienne a reçu 54 % du volume des engagements de la MIGA durant l'exercice 13.

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est également restée une de nos priorités en 2013. Les récentes incertitudes dans cette région sont aggravées par le fait que de nombreux pays dépendent traditionnellement des investissements en provenance de l'Europe, qui elle-même se débat avec ses propres problèmes financiers. La région MENA a donc plus que jamais besoin de capitaux créateurs d'emplois et de possibilités et, la MIGA, une excellente occasion de combler le vide laissé par le secteur privé. À la fin de l'exercice 11, nous nous étions engagés à mobiliser un milliard de dollars en capacité d'assurance pour retenir et encourager l'IED dans la MENA. Depuis lors, l'Agence a émis 605,8 millions de dollars de garanties dans cette région, ce qui montre des progrès considérables vers la réalisation de cet objectif. Durant l'exercice 13, la MIGA a appuyé cinq projets dans la MENA, dont deux projets de fabrication par le biais du Fonds fiduciaire de garantie des investissements en Cisjordanie et à Gaza. Ces projets vont créer des emplois et stimuler l'activité commerciale dans ces environnements difficiles.

RÉDUIRE L'EMPREINTE CARBONE

Les pays investissent considérablement et renforcent leurs compétences dans les domaines de l'énergie renouvelable et de la maîtrise de l'énergie, ainsi que dans le transport urbain peu polluant. Le secteur privé est essentiel pour produire des solutions à l'appui de ces efforts. Pourtant, des coûts initiaux élevés et des risques politiques présumés affectent souvent

la décision des investisseurs de se lancer dans de nombreux marchés.

Qu'il s'agisse d'énergie géothermique au Kenya, de transformation de déchets en énergie en Chine, et d'hydroélectricité en Albanie, en Angola et au Pakistan, la MIGA accompagne la transformation énergétique en assurant des investissements dans l'énergie durable partout dans le monde. Elle a également appuyé récemment des projets de transport en commun au Panama et en Turquie.

Durant l'exercice 13, l'Agence a signé des garanties pour un projet d'énergie éolienne au Nicaragua, en plus de projets de conversion de centrales électriques à cycle simple en centrales à cycle combiné en Côte d'Ivoire et au Bangladesh. Ces derniers projets produisent plus d'électricité dans leurs pays hôtes sans utilisation additionnelle de gaz, ce qui se traduit par d'importantes émissions de dioxyde de carbone évitées chaque année.

NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

De bons résultats sur le plan environnemental, une gestion durable des ressources naturelles et la responsabilité sociale sont des facteurs essentiels à la réussite d'un investissement et à sa contribution au développement du pays hôte. La MIGA applique un ensemble de normes de performance à tous les investissements qu'elle garantit et ses spécialistes des questions environnementales et sociales évaluent les impacts potentiels des projets qu'elle soutient, et conseillent les clients sur la manière de réduire et d'atténuer ces impacts. Dans un effort d'harmonisation avec toutes les institutions du Groupe de la Banque mondiale œuvrant pour le secteur privé, la MIGA a entrepris de mettre à jour ses politiques et ses normes de performance suivant le modèle appliqué par l'IFC.

Financé par le Gouvernement japonais et administré par la MIGA, le Fonds de lutte contre les défis environnementaux et sociaux en Afrique (*Environmental and Social Challenges Fund for Africa*) reste un dispositif d'assistance technique destinée aux investisseurs transfrontaliers dans la région. Il est ouvert au cas par cas aux investisseurs qui bénéficient déjà des garanties de la MIGA ou dont les demandes d'appui sont en cours d'examen. À travers ce fonds, les investisseurs peuvent recevoir des conseils d'experts de la MIGA et de consultants externes, l'objectif étant que les projets améliorent leurs performances sur les plans environnemental et social. Durant l'exercice 13, ce Fonds a appuyé deux projets de la MIGA en Éthiopie : AfricaJUICE qui a constitué un syndicat de producteurs engagés dans le commerce équitable, et *National Cement* qui a créé un robuste système de gestion environnementale et sociale.

EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT

Parce qu'elle a une meilleure compréhension des résultats que les investissements qu'elle assure permettent d'obtenir au plan du développement, l'Agence est en mesure de cibler plus spécifiquement nos efforts pour avoir un plus grand



ENCADRÉ 2

LORSQUE LES AFFAIRES SONT BÉNÉFIQUES À L'ENVIRONNEMENT : ECOPLANET BAMBOO AU NICARAGUA

Plus de 17 % des émissions de dioxyde de carbone sont dues à la déforestation qui se classe comme la troisième plus grande source d'émissions de gaz à effet de serre. Une manière relativement facile de réduire les émissions serait de remplacer le bois par une alternative viable.

L'entreprise EcoPlanet Bamboo soutenue par la MIGA envisage de créer une offre soutenue et importante de matière première aux industries utilisant le bois traditionnel. Ses investissements au Nicaragua soutenus par les garanties de la MIGA à hauteur de 27 millions de dollars financent l'acquisition et la transformation de terres dégradées en plantations commerciales de bambou pour la vente et l'exportation de fibre de bambou. La société entend mettre sur pied une usine de pré-traitement pour la production et la vente de sa fibre de bambou certifiée par le *Forest Stewardship Council*. La fibre produite ciblera les transformateurs de bois américains et multinationaux opérant dans les secteurs des matériaux stratifiés et des composites destinés à la construction et à la confection de meubles, de la production de pâte à papier et de papier, et de la production d'énergie renouvelable.

L'assurance de la MIGA s'est avérée fondamentale pour ce client : « En un mot, l'appui de la MIGA nous a permis de doubler notre investissement au Nicaragua, » affirme Troy Wiseman, le PDG d'EcoPlanet Bamboo.

Cet investissement présente un profil très robuste au plan du développement : il permet de créer des emplois dans

la lointaine Région autonome de l'Atlantique sud, l'une des plus pauvres du pays. L'impact de ce nouveau projet sur l'économie est déjà perceptible : la création d'emplois, l'amélioration des terres et le renforcement des compétences des travailleurs. L'investissement initial de l'entreprise au Nicaragua a entraîné la création de plus de 300 emplois dans une région dont le taux de chômage est élevé, et a permis de restaurer 4 800 hectares de terres dégradées en les transformant en plantations de bambou ; EcoPlanet Bamboo s'approvisionne en sous-traitance auprès des fournisseurs locaux, créant ainsi des emplois indirects. La philosophie de l'entreprise assure aux femmes une place importante au sein de sa main-d'œuvre et fait en sorte que les contributions destinées aux populations locales favorisent de bonnes relations, appuient l'éducation et améliorent les moyens d'existence.

Un tournant majeur pour les domaines de la foresterie et du changement climatique a été marqué par EcoPlanet Bamboo en novembre dernier lorsqu'elle a été la première entreprise à bénéficier de la validation de crédits de carbone obtenue au titre de la norme *Verified Carbon Standard* pour ses bambou-seraies au Nicaragua. Dans un pays et une catégorie qui, d'ordinaire, ne bénéficient guère de financements du marché du carbone, cette distinction consolide les retombées sociales et environnementales de l'entreprise aux échelles locale, régionale et internationale.

impact. Cela nous permet de continuer à renforcer et évaluer l'efficacité dans le domaine du développement, et de tirer des projets antérieurs de précieux enseignements applicables à notre travail actuel.

Le présent exercice marque le troisième anniversaire du Système d'indicateurs de l'efficacité du développement établi par la MIGA pour évaluer et suivre l'impact que les projets assurés par l'Agence ont sur le développement. C'est au moyen de ce système que la MIGA mesure un ensemble d'indicateurs applicables à tous les projets : les investissements financés, les emplois directs, les dépenses liées à la formation, les produits achetés localement et les investissements communautaires. Nous mesurons également des indicateurs sectoriels. Les résultats indiquent que la MIGA a mobilisé 5,4 milliards de dollars d'investissements durant l'exercice 13, soit environ le double de la valeur des garanties émises.

Le Système d'indicateurs de l'efficacité du développement permet aussi d'établir un processus par lequel mesurer les résultats réels des projets au plan du développement trois ans après la signature du contrat. À compter de l'exercice 14, nous commencerons à rendre compte de ces données pour la série de garanties actives signées par la MIGA durant l'exercice 11.

La MIGA continue d'améliorer son évaluation de l'efficacité du développement. Elle collabore également avec d'autres institutions de financement du développement dans le but de standardiser les indicateurs.

Le programme d'autoévaluation de l'Agence constitue un autre outil non négligeable de renforcement des efforts déployés par la MIGA pour comprendre l'efficacité de son action au plan du développement. Ces évaluations comprennent le contrôle approfondi des résultats des projets suivant les critères ci-après : les résultats commerciaux, la viabilité économique, l'impact du secteur privé sur le développement, les résultats au plan du développement et les résultats environnementaux et sociaux. Ces évaluations complètent celles menées par le Groupe indépendant d'évaluation de la Banque mondiale (IEG) — examinées dans le rapport — et le suivi permanent des projets par les services de la MIGA. L'Agence a entrepris cette année l'autoévaluation de six projets.

L'année dernière, l'IEG a mené une évaluation présentée dans un rapport sur l'appui du Groupe de la Banque mondiale à l'innovation et l'entrepreneuriat dans les pays en développement (*World Bank Group Support for Innovation and Entrepreneurship*). Selon ce rapport, l'innovation est non seulement fondamentale pour la croissance économique, mais devient aussi de plus en plus importante pour faire face aux grands problèmes de développement tels que ceux liés à l'inclusion et à la viabilité. L'IEG a mis en évidence de nombreux cas dans lesquels l'appui de la MIGA à la modernisation des technologies employées par les entreprises (aussi bien par le transfert et la diffusion de technologies que par l'acquisition de nouvelles technologies) a contribué à promouvoir l'innovation, le développement des compé-

tences et la croissance du secteur privé. Le rapport a également mis en lumière de quelle manière les garanties de la MIGA ont aidé à accroître les IED dans plusieurs pays sortant d'un conflit, et soutenu le transfert de technologies et la diffusion de connaissances Sud-Sud.

LA MIGA ET L'INTÉGRITÉ DES ENTREPRISES

Une estimation récente fait état du détournement de 20 à 40 milliards de dollars par an au détriment des pays en développement en conséquence de la corruption. La corruption renchérit aussi le coût de l'activité économique dans de nombreux pays, nuit au climat de l'investissement et affaiblit l'état de droit dans les pays concernés. La reconnaissance de l'impact de la corruption a influencé des conventions, des lois et des politiques qui régissent maintenant les activités économiques dans le monde, l'action des clients de la MIGA, des pays hôtes et des pays d'origine.

L'application de normes strictes d'intégrité des entreprises constitue un moyen important pour la MIGA de soutenir des IED viables et d'un apport positif. À cet égard, la MIGA a élaboré une stratégie d'intégrité en 2011 pour contribuer à préserver l'impact des projets que nous assurons sur le développement. En 2012, la MIGA a formalisé un cadre qui fait partie intégrante du processus d'émissions de garantie pour identifier les risques pouvant donner lieu à des activités illégales ou contraires à l'éthique telles que les pots-de-vin, la corruption, la fraude, la collusion et le blanchiment d'argent. Si les procédures normales de diligence en matière d'intégrité suivies par la MIGA prévoient l'examen des aspects spécifiques d'une opération donnée, elle comprend toujours une analyse de la structure du projet, du processus d'agrément et d'appel d'offres, ainsi que l'étude des risques potentiels liés à l'intégrité ou à la réputation que pourraient présenter l'entreprise promotrice du projet et les participants au projet.

Les procédures normales de diligence de la MIGA contribuent à réduire les possibilités de corruption dans les projets garantis par l'Agence. En outre, les dispositions de lutte contre la corruption prévues par l'Agence sont incorporées au contrat de garantie avec la MIGA. L'Agence attend de ses clients et partenaires qu'ils se conforment aux législations nationales, respectent les règles commerciales et de passation des marchés pertinentes, et qu'ils adhèrent aux normes de lutte contre la corruption définies par le Groupe de la Banque mondiale.

En 2012, des informations concernant les projets financés par la MIGA ont été incorporées dans une application mobile nouvellement développée qui permet aux utilisateurs de faire part, en toute confidentialité, de cas de fraude et de corruption en rapport avec les projets financés par l'Agence, à la Vice-présidence Intégrité du Groupe de la Banque mondiale. Cette application mobile permet aux utilisateurs d'identifier les projets en fonction du pays, du type d'activité ou de mots clés, et d'envoyer des images. L'application permet en plus d'accéder à la liste des entreprises et des personnes radiées par le Groupe de la Banque mondiale.



ENCADRÉ 3 L'HISTOIRE DE LA MIGA

L'idée d'une entité multilatérale qui fournirait une assurance contre le risque politique a été avancée bien avant la création de la MIGA — en fait dès déjà 1948. Mais il aura fallu attendre jusqu'à septembre 1985 pour voir cette idée commencer à devenir réalité. À cette époque, le Conseil des Gouverneurs de la Banque mondiale avait entamé le processus d'établissement d'une nouvelle filiale dédiée à l'assurance des investissements en adoptant la convention portant création de la MIGA, qui en définissait la mission centrale ainsi qu'il suit : « encourager la fourniture aux pays en développement, à des fins productives, de ressources financières et techniques assorties de conditions compatibles avec leurs besoins, leurs politiques et leurs objectifs de développement, sur la base de normes stables et équitables pour le traitement des investissements étrangers. »

Le 12 avril 1988, une convention internationale établissait la MIGA comme nouvelle institution membre du Groupe de la Banque mondiale. L'Agence a démarré ses activités en tant qu'entité juridique distincte et financièrement indépendante. Les membres de la BIRD pouvaient tous adhérer à l'Agence qui a démarré avec le capital d'un milliard de

dollars. Les 29 États membres fondateurs de la MIGA sont : l'Allemagne, l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Bangladesh, la Barbade, le Canada, le Chili, Chypre, la Corée, le Danemark, l'Équateur, l'Égypte, les États-Unis, la Grenade, l'Indonésie, la Jamaïque, le Japon, la Jordanie, le Koweït, le Lesotho, le Malawi, le Nigéria, le Pakistan, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Samoa, le Sénégal, la Suède et la Suisse.

La création de la MIGA répond au souci de compléter les sources publiques et privées d'assurance des investissements contre les risques non commerciaux dans les pays en développement. Le caractère multilatéral de la MIGA et son parrainage conjoint par les pays développés et les pays en développement étaient considérés comme des facteurs déterminants pour le renforcement de la confiance des investisseurs transfrontaliers.

Aujourd'hui, la mission de la MIGA est claire : promouvoir l'investissement étranger direct dans les pays en développement pour favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations.

PAYS MEMBRES DE LA MIGA (179)

Pays industrialisés (25)

Allemagne · Australie · Autriche · Belgique · Canada · Danemark · Espagne · États-Unis · Finlande · France · Grèce · Irlande · Islande · Italie · Japon · Luxembourg · Norvège · Nouvelle-Zélande · Pays-Bas · Portugal · République tchèque · Royaume-Uni · Slovaquie · Suède · Suisse

Pays en développement (154)

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud · Angola · Bénin · Botswana · Burkina Faso · Burundi · Cameroun · Cap-Vert · Comores · Congo (République démocratique du) · Congo (République du) · Côte d'Ivoire · Érythrée · Éthiopie · Gabon · Gambie · Ghana · Guinée · Guinée-Bissau · Guinée équatoriale · Kenya · Lesotho · Libéria · Madagascar · Malawi · Mali · Maurice · Mauritanie · Mozambique · Namibie · Niger · Nigéria · Ouganda · République centrafricaine · Rwanda · Sao Tomé-et-Principe · Sénégal · Seychelles · Sierra Leone · Soudan · Sud-Soudan · Swaziland · Tanzanie · Tchad · Togo · Zambie · Zimbabwe

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda · Argentine · Bahamas · Barbade · Belize · Bolivie · Brésil · Chili · Colombie · Costa Rica · Dominique · El Salvador · Équateur · Grenade · Guatemala · Guyana · Haïti · Honduras · Jamaïque · Mexique · Nicaragua · Panama · Paraguay · Pérou · République dominicaine · Sainte-Lucie · Saint-Kitts-et-Nevis · Saint-Vincent-et-les Grenadines · Suriname · Trinité-et-Tobago · Uruguay · Venezuela (République bolivarienne du)

ASIE ET PACIFIQUE

Afghanistan · Bangladesh · Cambodge · Chine · Corée (République de) · Fidji · Îles Salomon · Inde · Indonésie · Malaisie · Maldives · Micronésie (États fédérés de) · Mongolie · Népal · Pakistan · Palaos · Papouasie-Nouvelle-Guinée · Philippines · République démocratique populaire lao · Samoa · Singapour · Sri Lanka · Thaïlande · Timor-Leste · Vanuatu · Viet Nam

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie · Arménie · Azerbaïdjan · Bélarus · Bosnie-Herzégovine · Bulgarie · Chypre · Croatie · Estonie · Fédération de Russie · Géorgie · Hongrie · Kazakhstan · Kosovo (République du) · Lettonie · Lituanie · Macédoine (ex-République yougoslave de) · Malte · Moldova · Monténégro · Ouzbékistan · Pologne · République kirghize · République slovaque · Roumanie · Serbie · Tadjikistan · Turkménistan · Turquie · Ukraine

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie · Arabie saoudite · Bahreïn · Djibouti · Égypte (République arabe d') · Émirats arabes unis · Iraq · Iran (République islamique d') · Israël · Jordanie · Koweït · Liban · Libye · Maroc · Oman · Qatar · République arabe syrienne · Tunisie · Yémen (République du)

Pays en voie de satisfaire aux conditions d'adhésion (2)

Bhoutan · Myanmar

CONTACTS MIGA

Équipe de direction

Keiko Honda Vice-présidente exécutive	khonda@worldbank.org
Michel Wormser Vice-président et Directeur général	mwormser@worldbank.org
Ana-Mita Betancourt Directrice et Conseillère juridique, Affaires juridiques et indemnisations	abetancourt@worldbank.org
Kevin W. Lu Directeur régional, Asie-Pacifique	klu@worldbank.org
Edith P. Quintrell Directrice, Opérations	equintrell@worldbank.org
Lakshmi Shyam-Sunder Directeur et Directeur financier, Finance et gestion des risques	lshyam-sunder@worldbank.org
Ravi Vish Économiste en chef et Directeur, Économie et viabilité	rvish@worldbank.org
Marcus S.D. Williams Chef, Stratégie, Communication et partenariats	mwilliams5@worldbank.org

Hubs régionaux

Asie et Pacifique - Kevin W. Lu Directeur régional	klu@worldbank.org
Europe, Moyen-Orient et Afrique - Olivier Lambert Responsable régional	olambert@worldbank.org

Responsables des garanties par secteur

Antonio Barbalho Énergie et industries extractives	abarbalho@worldbank.org
Nabil Fawaz Agro-industrie, industries manufacturières et services	nfawaz@worldbank.org
Olga Sclovscaia Secteur financier et télécommunications	osclovscaia@worldbank.org
Margaret Walsh Infrastructure	mw Walsh@worldbank.org

Réassurance

Marc Roex	mroex@worldbank.org
-----------	---------------------

Demandes d'information

	migainquiry@worldbank.org
--	---------------------------

Questions des médias

Mallory Saleson	msaleson@worldbank.org
-----------------	------------------------

WWW.MIGA.ORG

Multilateral Investment Guarantee Agency

World Bank Group
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA

t. 202.458.2538
f. 202.522.0316

ISBN 978-1-4648-0059-7